



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 21 au 27 février 2020

Le 28 février 2020

Résumé

Afghanistan : Les échanges extérieurs de biens ont enregistré un déficit de 4,5 Mds \$ entre janvier et septembre 2019.

Bangladesh : Le gouvernement présente son plan stratégique 2021-2041. Télécom – GP, premier opérateur, débourse 108 M€ auprès du gendarme des télécoms. Energies renouvelables – plusieurs annonces depuis le début d'année.

Bhoutan : Les recettes issues du tourisme ont augmenté en 2019.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : La croissance du PIB devrait atteindre 5,4% en 2020 selon l'agence de notation Moody's. Les entrées d'IDE enregistrent une hausse marquée sur l'année calendaire 2019.

Finances publiques : Les recettes recouvrées au titre de la taxe sur les produits et services (GST) affichent une nette reprise.

Politique monétaire et financière : Le solde des flux de portefeuille affiche un solde légèrement positif de 100 M€ en janvier.

Maldives : Augmentation des réserves de change en 2019.

Népal : La reprise des départs de travailleurs à l'étranger se confirme au premier semestre de l'exercice budgétaire 2019-20.

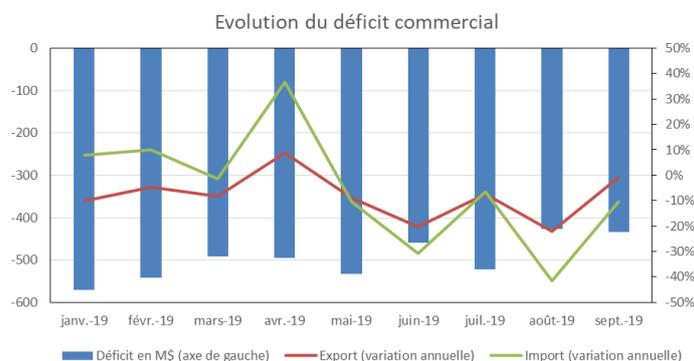
Pakistan : Accord entre les équipes techniques du FMI et les autorités sur la deuxième revue du programme. Le Groupe d'action financière (GAFI) maintient le Pakistan sur liste grise. Légère hausse de la dette publique exprimée en PKR sur le premier semestre de l'exercice 2019/20. Hausse soutenue du service de la dette publique extérieure sur le deuxième trimestre 2019/20. Contraction du déficit courant de 72 % sur les sept premiers mois de l'exercice 2019/20. Forte chute des ventes de véhicules automobiles sur les sept premiers mois de l'exercice 2019/20.

Sri Lanka : Accélération de l'inflation en janvier. Baisse des recettes d'exportation de thé en 2019.



AFGHANISTAN

- **Les échanges extérieurs de biens ont enregistré un déficit de 4,5 Mds \$ entre janvier et septembre 2019.** Ainsi, le déficit de la balance commerciale enregistre une contraction de 9% en glissement annuel selon les données du *National Statistic and Information Authority (NSAI)*. Les exportations afghanes sur la période, ont chuté de 8% à 534 M\$, alors que les importations ont reculé, quant à elles, de 9% à 5 Mds \$. Le ratio de couverture s'est, par conséquent, maintenu constant à 10,7.



BANGLADESH

- **Le gouvernement présente son plan stratégique 2021-2041.** Le gouvernement bangladais a approuvé cette semaine son nouveau plan stratégique de développement pour les vingt prochaines années. Le calendrier du « Perspective Plan 2021-2041 » fixe des objectifs alignés sur les ambitions du pays à devenir d'ici 2031 un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, selon la classification de la Banque mondiale, et un pays développé d'ici 2041, dans le cadre de son ambition « Vision 2041 ».

En 2031, le taux d'extrême pauvreté devrait ainsi tomber de 9,38% en 2020 à 2,55% de la population, l'inflation rester sous la barre des 5 points annuels et la croissance économique atteindre 9% (contre 8,15% en FY 2019). L'objectif d'exportations de biens est porté à 150 Mds\$ en 2031, contre 41 Mds\$ réalisés sur l'année fiscale 2018-2019. Le gouvernement vise également une scolarisation gratuite jusqu'à 12 ans et un taux d'alphabétisation de 100% en 2041.

Objectifs (base 2020)	2031	2041
Extrême pauvreté	2,55%	0,68%
pauvreté	7%	3%
Croissance PIB	9%	9,9%
Inflation	4,51%	3,96%
Exportations de biens	150 Mds\$	300 Mds\$

Le bilan du 1er *Perspective Plan 2010-2021* s'annonce cependant mitigé. Selon la Commission du Plan, il avait un objectif d'investissement de 38 % en point de PIB, mais il n'a atteint que



31,6 % pour l'exercice 2018-19. L'épargne des ménages ne représente que 28,4% du PIB, contre un objectif de 39%. Le gouvernement souhaite atteindre un objectif de collecte fiscale de 17,5% de ratio de PIB lorsque celui-ci ne s'élève qu'à 9,3 % actuellement. Le prochain plan quinquennal, couvrant la période 2020-21 à 2024-25, devrait être présenté prochainement.

- **Télécom – GP, premier opérateur, débourse 108 M€ auprès du gendarme des télécoms ;** Robi, deuxième opérateur, prépare son entrée en bourse. La filiale du norvégien TELENOR, Grameenphone, premier opérateur de téléphonie mobile au Bangladesh, a finalement accepté de payer 10 Mds Tk (108 M€) auprès de l'autorité régulatrice BRTC dans le cadre d'un contentieux ancien et très médiatisé. Après un audit réalisé par la *Bangladesh Telecommunication Regulatory Commission* en 2015 sur les activités des deux principaux opérateurs jusqu'à fin 2014, le gendarme des télécoms a imposé en avril 2019 à GP une amende de 126 Mds Tk (1,3 Mds €) et 8,67 Mds TK (93,7 M€) à Robi, dont respectivement 441 M€ et 213 M€ dûs au *National Board of Revenue*. Cet audit a été contesté devant les tribunaux par Grameenphone pour des manquements dans la méthodologie.

Dans le même temps, Robi, qui a obtenu un délai de 6 mois pour s'acquitter d'une première tranche de 13 M€, prépare son entrée à la bourse des valeurs de Dhaka et à celle de Chittagong pour la fin de l'année, avec l'aide de IDLC Investments Ltd. Robi souhaite lever 5,23 Mds Tk (57 M€), notamment pour investir dans l'internet des objets. ROBI a demandé plusieurs aménagements fiscaux.

- **Energies renouvelables – plusieurs annonces depuis le début d'année.** Le mix énergétique du Bangladesh repose principalement sur la combustion du gaz naturel (plus de la moitié de la capacité de production), et les besoins en énergie vont doubler d'ici à 2030 pour soutenir une croissance économique dynamique. Le pays mène actuellement une politique ambitieuse de développement de l'énergie solaire dans le cadre des efforts déployés pour la production d'électricité à partir de sources renouvelables. Le gouvernement s'était fixé en 2008 l'objectif d'atteindre en 2020 10% d'électricité issue de sources renouvelables avec une cible de 2000 MW, mais n'arrive à peine qu'à 3% en janvier 2020 pour une capacité installée estimée entre 357 et 405 MW.

Pour autant, plusieurs annonces ont été faites ces dernières semaines.

- a) Début janvier, l'*International Finance Corporation* a annoncé un accord avec la *Sustainable and Renewable Energy Development Authority* (SREDA) pour un projet de centrale solaire de 35 à 50 MW de capacité dans le district de Kushtia (Khulna, centre-ouest du pays) ;
- b) La BasD a confirmé en janvier ses projets de parcs flottants sur Kaptai Lake (20 MW couvrant 1% de la superficie du lac), Mohamaya Lake (5 MW et 5%), Joydia Baor, Bukbahara Baor et Khajura Baor. La mise en œuvre sera faite par la SREDA.
- c) Fin janvier, le BPDB a signé un contrat de rachat (PPA) avec la Korotoa Solar Ltd (KSL), pour une centrale solaire de 30 MW à Tentulia (district de Panchagarh) ; KSL est constitué du groupe Beximco Power Company Limited (80%) associé au chinois Jiangsu Zhongtian Technology Co. (20%) ; le prix de rachat est de 13,9 US cents/Kwh ;
- d) Début février, un consortium indo-bangla a proposé un IPP à la mairie de Mongla pour un parc solaire flottant d'une capacité de 10 MW ;
- e) *Electricity Generation Company of Bangladesh* (filiale du BBDB) a lancé un appel d'offres pour une centrale de 50 MW à Sonagazi (Feni), sur un financement de la Banque

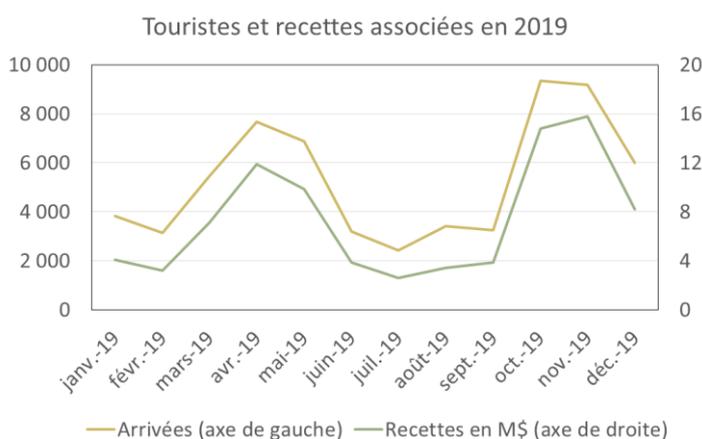


mondiale dans le cadre du *Scaling-up Renewable Energy Project* (SREP); les offres doivent être déposées le 27 février ;

- f) En février, l'institution financière publique *Infrastructure Development Company Limited* IDCOL a signé son premier prêt (1,2 M€) pour équiper en panneaux solaires les toits d'une usine textile appartenant au groupe URMI (www.urmigroup.com.bd/), pour une capacité de génération de 2037,75 kWp (Kilowattpeak). IDCOL déclare vouloir financer la génération de 300 MWp (Megawattpeak) de toits solaires d'ici à fin 2022, et l'installation de 50.000 pompes d'irrigation solaires à fin 2025.

BHOUTAN

- **Les recettes issues du tourisme ont augmenté en 2019.** Ils auraient ainsi atteint 90 M\$ sur l'année 2019, soit une progression de 4,4% en glissement annuel selon les chiffres de la Banque centrale. Cette variation est notamment due à la progression du nombre de visiteurs, en hausse de 4% à 63 745 visiteurs.



Elles auraient ainsi permis aux administrations publiques de générer des recettes en forte hausse au titre de la contribution pour le développement durable (taxe forfaitaire sur les touristes étrangers), à laquelle s'ajoutent les frais de visas et les produits de la taxation indirecte des services touristiques.

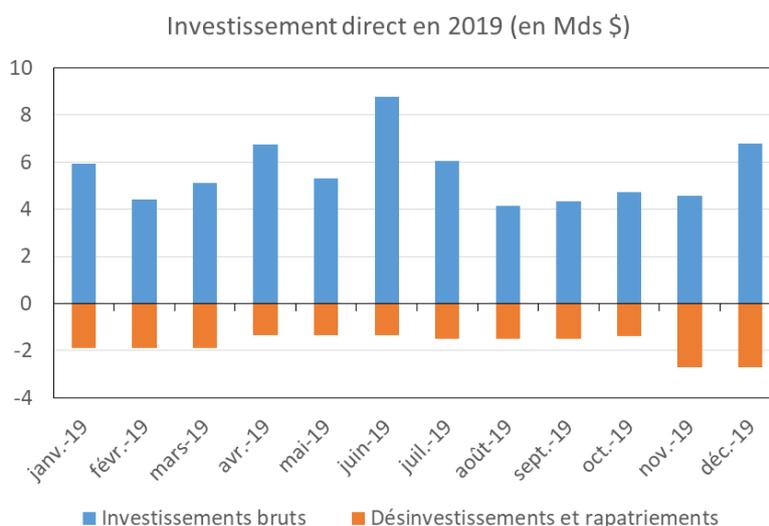
INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **La croissance du PIB devrait atteindre 5,4% en 2020 selon l'agence de notation *Moody's*.** Alors que la prévision initiale indiquait un essor anticipé de 6,6%, l'agence indique dans son *Global Macro Outlook* que l'activité économique demeurerait freinée à la fois par une activité industrielle atone et une demande intérieure peu dynamique, et ce malgré l'orientation expansionniste de la politique monétaire. En outre, l'incidence positive des récentes mesures du gouvernement (dont notamment la réduction de la fiscalité des ménages) devrait être limitée alors que les investisseurs resteraient prudents. *Moody's* prévoit, en outre, un léger rebond de la croissance, à 5,8 %, sur l'année 2021.



- Les entrées d'IDE enregistrent une hausse marquée sur l'année calendaire 2019.** Selon les données publiées par la Banque centrale (RBI), les entrées brutes de capitaux (hors investissement indien à l'étranger) se sont élevées à 46 Mds \$ en 2019, soit une progression de 9 % par rapport à 2018. Cette hausse est notamment tributaire du dynamisme des entrées de capitaux propres étrangers (+12 % à 48 Mds \$) alors que l'augmentation en parallèle des désinvestissements et rapatriements de capitaux (+20 % à 21 Mds \$) a légèrement contrebalancé cette bonne performance. Les investissements indiens à l'étranger, quant à eux, ont atteint 12 Mds \$, soit une progression annuelle de 6%. Ainsi, les entrées d'IDE en Inde se seraient établies en termes nets à 34 Mds \$ (+10% en glissement annuel).

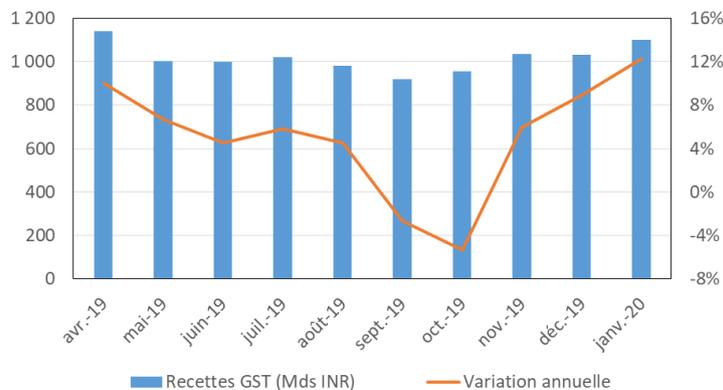


Cette hausse est à mettre en perspective, au niveau mondial, avec le recul global des flux IDE (- 1% à 1 390 Mds \$, selon les estimations préliminaires de la CNUCED) dont notamment destinés aux économies en développement (inchangés à 695 Mds \$). Une situation d'autant plus favorable pour l'économie indienne qu'elle intervient en parallèle de la reprise des entrées de flux de portefeuille : les données de la RBI indiquent en effet des entrées nettes au titre des flux de portefeuille à hauteur de 22 Mds \$ en 2019, contre des sorties nettes de 8 Mds \$ en 2018.

FINANCES PUBLIQUES

- Les recettes recouvrées au titre de la taxe sur les produits et services (GST) affichent une nette reprise.** Elles s'établissent ainsi au-dessus du seuil de 1 000 Mds ₹ sur les trois derniers mois étudiés (novembre – janvier), après avoir notamment connu une contraction en rythme annuel en octobre dernier. Sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire 2019-20 (avril 2019 – janvier 2020), 10 184 Mds ₹ de recettes recouvrées au titre de la GST sont totalisées (soit 1 020 Mds ₹ en moyenne sur la période), en hausse de 5 % par rapport à la période analogue de l'exercice antécédent.

Evolution des recettes recouvrées au titre de la GST

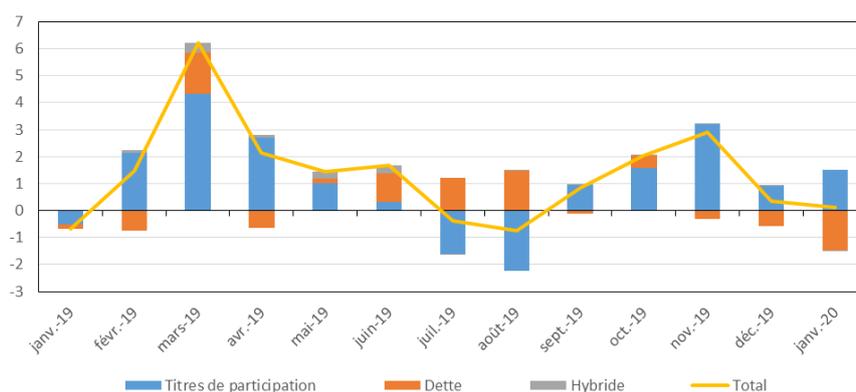


Malgré cette évolution positive sur les derniers mois, signe d'une consommation plus vigoureuse, le gouvernement devrait faire face à un net sous-recouvrement des recettes fiscales (objectif annuel fixé pour rappel à 16 450 Mds ₹).

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Le solde des flux de portefeuille affiche un solde légèrement positif de 100 M€ en janvier** selon le dépositaire des titres de valeur (NSDL). Il demeure ainsi excédentaire pour le cinquième mois consécutif, mais affiche une nette contreperformance quant aux entrées d'instruments de dette. En effet, ce sont les sorties enregistrées au titre des instruments de dette (sorties nettes de 1,5 Md €, soit le niveau le plus important enregistré depuis mai 2018) qui ont pesé sur le solde final des flux de portefeuille. A l'inverse, le solde des flux de portefeuille au titre des instruments de prise de participation demeure en territoire positif (+1,5 Md €).

Evolution des flux de portefeuille (Mds €)



Dans un contexte de tensions sur les marchés suite aux nouvelles de propagation du coronavirus sur ce mois, cette évolution traduit notamment une certaine perte de confiance de la part des investisseurs vis-à-vis des marchés émergents dont indien.

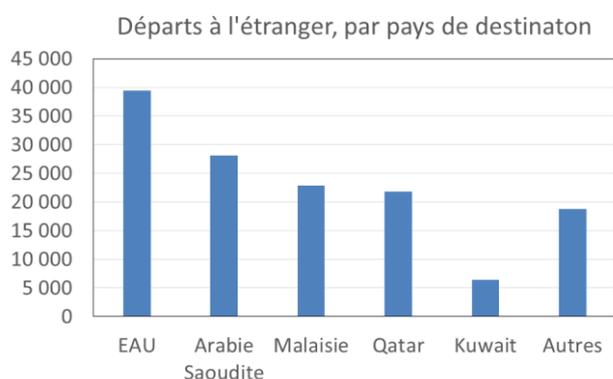


MALDIVES

- **Augmentation des réserves de change en 2019.** Selon la banque centrale maldivienne, le montant brut des réserves internationales a atteint 753 M USD fin 2019, en hausse de 6% par rapport à fin 2018. Le montant des réserves a particulièrement augmenté au dernier trimestre, avec un bond de +42% par rapport au 3ème trimestre.

NEPAL

- **La reprise des départs de travailleurs à l'étranger se confirme au premier semestre de l'exercice budgétaire 2019-20.** Le Bureau du travail a recensé 137 400 départs (ou régularisations de situation) sur la période de la mi-juillet 2019 à la mi-janvier 2020, soit une hausse de 18% en glissement annuel du nombre de départs, qui tend ainsi à confirmer la tendance haussière sur cet exercice. Pour rappel, l'exercice antécédent était marqué par une forte chute des départs de travailleurs à l'étranger (en baisse de 38% sur la période juillet 2018 – janvier 2019).



Cette évolution positive est notamment tributaire de la reprise des départs vers la Malaisie (-95,6% à 2 593) dans le sillage du nouvel accord signé avec le gouvernement malaisien en septembre dernier. On notera, à l'inverse que les départs en directions du Qatar chutent lourdement (-47 % à 22 814 départs), dans un contexte marqué par la persistance de tensions géopolitiques avec ses voisins du Golfe, ainsi que vers le Kuwait (- 21 % à 6 441 migrants népalais). En parallèle, les départs vers les Emirats-Arabis-Unis (EAU) enregistrent un essor de 31 % pour s'établir à 40 000 au cours des six premiers mois de l'exercice budgétaire 2019-20, à l'instar de l'Arabie Saoudite (+53% à 28 130). Pour mémoire, ces chiffres ne recouvrent qu'une partie des départs, dans la mesure où les ressortissants népalais sont exemptés de visas pour l'Inde, qui n'apparaît donc pas dans ces statistiques.

PAKISTAN

- **Accord entre les équipes techniques du FMI et les autorités sur la deuxième revue du programme.** Pour mémoire, une délégation du Fonds s'est rendue au Pakistan du 3 au 13 février 2020 dans le cadre de la deuxième revue de la facilité élargie de crédit mise en place le 3 juillet



2019 (durée de 39 mois et montant d'environ 6 Mds USD). En l'absence de consensus à l'issue de cette visite, les discussions se sont poursuivies à distance entre Islamabad et Washington. Un communiqué de presse rendu public le 27 février fait état d'un accord sur les politiques et réformes nécessaires. L'examen de la deuxième revue du programme par le Conseil d'administration sur la base du rapport préparé par les équipes techniques est désormais attendu début avril et pourrait conduire au décaissement de la troisième tranche à hauteur de 450 M USD (1,5 Md USD déjà versés depuis le début du programme).

- **Le Groupe d'action financière (GAFI) maintient le Pakistan sur liste grise.** Pour mémoire, le Pakistan a été placé en juin 2018 sur la liste grise du GAFI identifiant les « juridictions présentant des défaillances stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ». Afin de prouver sa conformité aux standards internationaux, les autorités se sont engagées à mettre en œuvre un plan d'action dont le calendrier d'exécution s'étalait de janvier à septembre 2019. Si lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 16 au 21 février 2020 le GAFI a reconnu les progrès remarquables accomplis par le Pakistan, il a réitéré ses préoccupations quant à l'incapacité des autorités à respecter le calendrier préalablement fixé. Alors que le plan d'action est arrivé à expiration, de nombreux points n'ont pas encore été entièrement traités (14 sur 27 seraient toutefois majoritairement traités à ce jour contre seulement 5 lors de la plénière d'octobre 2019). Le GAFI appelle le Pakistan à achever la mise en œuvre de son plan d'action d'ici juin 2020 (date de la prochaine session plénière). Des avancées notables sont notamment attendues en matière de poursuite et sanctions du financement du terrorisme.
- **Légère hausse de la dette publique exprimée en PKR sur le premier semestre de l'exercice 2019/20** (1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020). La dette de l'Etat fédéral atteint 32 669 Mds PKR (211 Mds USD) fin décembre 2019, marquant une légère progression de 2,8 % par rapport à juin 2019 (terme de l'exercice budgétaire précédent). Elle enregistre toutefois une hausse de 22,6 % en glissement annuel. Elle représente désormais 75,8 % du PIB. La dette totale est composée à 66,4 % par de l'endettement interne, dont 76,5 % de longue maturité. La dette interne a augmenté de 4,6 % depuis le début de l'exercice budgétaire (+23,6 % en g.a.). La dette extérieure du gouvernement fédéral, qui exclut les prêts du FMI et les accords de *swap* de devises en soutien à la balance des paiements du ressort de la Banque centrale, demeure stable depuis le début de l'exercice 2019/20 (-0,6 % par rapport à fin juin 2019 ; + 17,4 % en g.a.). Elle s'établit à 10 993 Mds PKR (71 Mds USD) à la fin décembre 2019 et représente 32,6 % du PIB. Exprimée en USD, la dette publique progresse également de 9,9 % en glissement annuel.
- **Hausse soutenue du service de la dette publique extérieure sur le deuxième trimestre 2019/20** (du 1^{er} octobre au 31 décembre 2019). Le service de la dette publique extérieure a atteint 3,2 Mds USD, enregistrant une hausse de 20,1 % par rapport au premier trimestre 2019/20. Le montant total consacré au remboursement du principal s'est élevé à 2,6 Mds USD, quand la seule charge de la dette a représenté 629 M USD au cours du deuxième trimestre. La dette de l'Etat compte pour 75,7 % du total, contre 24,3 % pour la Banque centrale (respectivement 207 M USD pour la dette à l'égard du FMI et 571 M USD dans le cadre des accords *swap* de devises en soutien aux réserves de change). Le service de la dette extérieur des entreprises publiques s'élève quant à lui à 135 M USD au deuxième trimestre (+28,6 % en g.t.).
- **Contraction du déficit courant de 72 % sur les sept premiers mois de l'exercice 2019/20** (du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020). Le déficit courant s'affiche à 2,7 Mds USD (1,6 % du PIB), à comparer à 9,5 Mds USD (5,5 % du PIB) sur la période considérée. Cette nette amélioration s'explique principalement par un recul marqué du déficit des échanges de biens à 11,6 Mds



USD (-36,6 % en glissement annuel). Si les exportations progressent de seulement 2,2 % en glissement annuel à 14,4 Mds USD, les importations enregistrent un recul notable de 19,7 % à 26,1 Mds USD. Les principaux fournisseurs du Pakistan sont la Chine (22,2 % du total), les Emirats arabes unis (16 %), Singapour (4,9 %), les Etats-Unis (4,7 %) et l'Arabie saoudite (3,4 %). Les principaux pays de destination des exportations pakistanaises demeurent les Etats-Unis (16,9 % du total), la Chine (7,3 %), le Royaume-Uni (7 %), les Emirats arabes unis (6,8 %) et l'Allemagne (5,5 %). Les produits pétroliers représentent le premier poste d'importation (23,5 % du total) malgré un net repli de 32,7 % en glissement annuel à 6,1 Mds USD. Les exportations de textile – qui comptent pour 55,4 % du total des exportations – enregistrent quant à elles une légère baisse de 1,1 % à 8 Mds USD. Les transferts de travailleurs qui s'établissent à 13,3 Mds USD sur la période considérée continuent en outre de couvrir la totalité du déficit commercial.

- **Forte chute des ventes de véhicules automobiles sur les sept premiers mois de l'exercice 2019/20** (du 1^{er} juillet au 30 juin 2020). Les ventes de véhicules automobiles ont reculé de 44,5 % entre juillet 2019 et janvier 2020 pour atteindre 79 411 unités. Sur cette période, les ventes se répartissent entre véhicules de plus de 1300 cm³ à hauteur de 31,8 %, 16,9 % pour ceux entre 1000 et 1300 cm³, 38,4 % pour ceux de moins de 1000 cm³ et 12,9 % pour les jeeps et pick-ups. Si l'installation attendue de nouveaux constructeurs devrait accroître la concurrence, les trois constructeurs japonais qui assemblent au Pakistan continuent de dominer le marché. Leurs parts de marché atteignent 63,3 % pour Suzuki, 22,9 % pour Toyota et 13 % pour Honda. Ghandhara Nissan, qui assemble essentiellement des pick-ups en collaboration avec le constructeur chinois JAC Motors, compte pour seulement 0,8 % des ventes. Les ventes de poids lourds et de tracteurs se contractent respectivement de 42,8 % et de 37,6 % sur la période considérée en glissement annuel. Les ventes de motocyclettes/tricycles à moteur enregistrent également une baisse de 11 %. Le marché connaît ainsi une situation déprimée qui s'explique principalement par la forte hausse des prix, notamment suite à la dépréciation de la roupie pakistanaise par rapport à l'USD ainsi qu'à l'augmentation des droits de douane et de la taxe à la vente sur les pièces importées, couplée à la hausse des taux d'intérêt.

SRI LANKA

- **Accélération de l'inflation en janvier.** Mesurée par le *Colombo Consumer Price Index (CCPI)*, l'inflation s'accélère depuis novembre. L'indice, établi par le *Department Of Census and Statistics* (base en 2013) a progressé de +5,4% en janvier, après +4,8% en décembre et +4,4% en novembre 2019. Le mois de janvier a été marqué par la forte augmentation des prix des produits alimentaires qui atteint +11,7% en glissement annuel, soit la hausse la plus forte depuis 25 mois. Les ruptures d'approvisionnement en légumes, provoquées par les intempéries de décembre, sont la cause principale du renchérissement. L'accélération de l'inflation est tempérée par la baisse des prix dans les catégories santé et communications, favorisée par les baisses d'impôt mises en place par le gouvernement depuis le 1^{er} décembre. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'établit ainsi à 4,4% en janvier (contre 4,3% en décembre).
- **Baisse des recettes d'exportation de thé en 2019.** Selon Ceylon Tea Brokers, le secteur sri lankais du thé a connu une année médiocre en 2019, marquée par une baisse des volumes de production, une hausse des quantités exportées mais une baisse des recettes en USD. La production a atteint 300 130 t, légèrement inférieure au niveau de 2018 (303 940 t). Les exportations se sont élevées à 292 660 t en hausse de 3,5% par rapport à 2018 (282 360t) mais



générant des recettes en baisse de 5,6% à 1,35 Mds USD (contre 1,43 Mds USD l'an dernier), et loin du pic atteint en 2014 (1,6 Mds USD). Le thé demeure néanmoins le deuxième produit exporté par Sri Lanka (11,3% des recettes totales). La Turquie est le principal acheteur de thé sri lankais (+9,7%) devant l'Iraq et la Russie.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, J. Deur et H. Lafond.

Version du 28/02/2020